

## Extrait du compte rendu de la 316e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Rome, 4-5 avril 1967)

**Légende:** Lors de la 316e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel les 4 et 5 avril 1967 à Rome, les délégations interviennent sur le développement des relations Est-Ouest. Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères George Brown et le secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères Hervé Alphand estiment que la politique occidentale à l'égard du bloc de l'Est ne doit en aucun cas conduire à un relâchement de la cohésion entre les pays occidentaux. Hervé Alphand souligne l'effort continu de la France pour réaliser une politique de détente, d'entente et de coopération à l'égard des pays de l'Est. George Brown évoque l'intention du gouvernement britannique de négocier un traité d'amitié et de coopération pacifique avec l'Union soviétique et rappelle également l'utilité d'organiser une conférence sur la sécurité européenne, à condition qu'elle soit convenablement préparée. L'UEO apparaît comme le cadre approprié pour les pourparlers bilatéraux relatifs à une telle conférence tant que les gouvernements maintiennent une étroite liaison.

**Source:** Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 316e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel les 4 et 5 avril 1967 à Rome. II. Consultation politique. CR (67) 7. Partie I. pp. [s.p.]; 15-19; 29-31. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1966, 01/03/1966-30/11/1970. File 132.15. Volume 2/7.

**Copyright:** (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/extrait\\_du\\_compte\\_rendu\\_de\\_la\\_316e\\_reunion\\_du\\_conseil\\_de\\_l\\_ueo\\_tenue\\_au\\_niveau\\_ministeriel\\_rome\\_4\\_5\\_avril\\_1967-fr-a87f26db-1246-4f91-a8cf-599e99efd9b3.html](http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_316e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_rome_4_5_avril_1967-fr-a87f26db-1246-4f91-a8cf-599e99efd9b3.html)



**Date de dernière mise à jour:** 13/10/2016

**SECRET**

DOSSIER No.

CR (67) 7 pt 7.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 316<sup>e</sup> REUNION

DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~LE~~ Au NIVEAU MINISTERIEL  
LES 4 et 5 AVRIL 1967 A ROME

Président: M. FANFANI, Ministre des affaires  
étrangères de l'Italie

## II. CONSULTATION POLITIQUE

### 1. Relations Est-Ouest

Le PRESIDENT indique que, d'après les suggestions faites au Conseil permanent, seront notamment évoqués sous cette rubrique la récente visite de M. Podgorny à Rome, les relations de l'Allemagne avec les pays de l'Est européen, les suites des visites à Londres de M. Kossyguine et de M. Rapacki, les récentes missions polonaises et roumaines à Bruxelles et le projet de conférence inter-parlementaire à Bruxelles.

Prenant la parole à l'invitation du Président, M. LUPIS déclare que le trait principal des relations Est-Ouest, en Europe notamment, est le fait que les deux camps - pour des raisons différentes sans doute - expérimentent des politiques plus libérales et cherchent à élargir le dialogue et à développer les contacts bilatéraux, dans le respect des alliances existantes et avec les limitations qui en découlent. Ce processus doit naturellement tenir compte de la nécessité absolue de maintenir un équilibre des forces faute duquel il ne serait pas possible de relâcher sans danger la tension internationale.

Dans cette recherche les Russes s'imposent naturellement des limites bien précises et visent à consolider la situation politique et territoriale actuelle en Europe centrale, en même temps qu'à modifier en leur faveur la balance des forces sur le continent.

**SECRET**

**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

appels en faveur du retour à l'unité d'une alliance défensive. Il importe que les alliés possèdent une orientation politique commune. M. Brandt est persuadé que la politique de détente exige des objectifs concrets de négociation, dépassant le cadre de l'affrontement d'alliances militaires. Sans vouloir développer la question en cette occasion, le Ministre estime devoir faire connaître son avis sans détour. On ne peut manquer d'être frappé, en parcourant l'ordre du jour de la réunion du Conseil des ministres et les travaux qui l'ont préparée, par l'écart existant entre les nécessités et les données réelles des délibérations ministérielles. Si, dans le proche avenir, le Conseil des ministres n'entreprend pas davantage, il n'aboutira à rien de décisif. Le Gouvernement allemand est persuadé que l'initiative d'une politique européenne commune ne peut venir que des Européens. M. Brandt s'excuse d'avoir ajouté à son exposé sur la situation de l'Allemagne et de l'Europe orientale quelques observations d'ordre général; il se réserve de revenir ultérieurement sur la question de la Conférence sur la sécurité européenne.

M. BROWN constate qu'une situation nouvelle se présente dans les relations Est/Ouest, dont il faut analyser les causes de sang-froid. Celles-ci sont nombreuses mais, sans aucun doute, la plus frappante est la détérioration des rapports sino-soviétiques. Au moment d'aborder les célébrations du cinquantenaire de la révolution, les dirigeants soviétiques voient se poser à eux de graves problèmes, que ce soit en Asie ou en Europe orientale. Lors de sa récente visite en Grande-Bretagne, M. Kossyguine a dénoncé avec vigueur le communisme chinois et il est douteux que le conflit sino-soviétique puisse être résolu rapidement, surtout si Mao Tsé-toung reste au pouvoir. Cette situation n'a cependant pas empêché l'Union soviétique d'élever la voix en Europe au cours des derniers mois; elle n'a cessé d'attaquer l'Allemagne occidentale, mettant en doute la bonne foi du nouveau Gouvernement de la République fédérale et reprenant avec encore plus de force ses slogans bien connus. Elle s'est efforcée de stigmatiser l'attitude du Gouvernement allemand qui, selon elle, ne cherche à améliorer ses relations avec l'Europe orientale que pour isoler l'Allemagne de l'Est. A cet égard, les remarques de M. Brandt sont pleines de justesse et méritent d'être rappelées constamment. Lors de ses entretiens avec M. Kossyguine et M. Rapacki,

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

M. Brown s'est déclaré convaincu du désir sincère de la République fédérale d'Allemagne d'améliorer ses relations avec l'Europe orientale et a souligné qu'une réponse constructive de la part des pays du Pacte de Varsovie était la condition nécessaire d'une réelle amélioration des rapports Est/Ouest. Malheureusement, jusqu'à présent ceux-ci ont adopté une attitude qui relève de la "guerre froide", à la profonde déception de ceux qui espéraient un changement de la situation. Par ailleurs, toujours sur le plan diplomatique, l'Union soviétique s'est constamment efforcée de diviser pour régner, cherchant en particulier à isoler les Etats-Unis de ses alliés européens. Cela est apparu nettement durant la visite de M. Kossyguine en Grande-Bretagne. Chose intéressante, cette tactique contrecarre le désir des dirigeants soviétiques d'utiliser les contacts entre Londres et Washington pour parvenir à régler d'autres problèmes, notamment ceux du Vietnam. Elle n'est pas évidemment dirigée seulement contre le Royaume-Uni mais ici, en l'occurrence, divers objectifs entrent en conflit et causent de graves soucis aux dirigeants soviétiques. Il appartient donc à l'Ouest de s'en préoccuper également et, tout en restant ferme et sans rien céder, de tirer profit de la situation qui n'offre pas autant d'avantages pour l'Union soviétique qu'elle semblait en avoir il y a quelques années.

Tous les gouvernements des pays de l'Ouest ont donc la responsabilité morale de maintenir avant tout l'unité occidentale et ceci, au sein de l'Union de l'Europe occidentale et de l'Alliance atlantique. Détruire aujourd'hui cette unité équivaldrait à se défaire de la carte maîtresse dont l'Ouest dispose en ce moment même, alors qu'il est absolument essentiel qu'elle la garde et qu'on le voie.

Le Gouvernement britannique pense que la nécessité pousse l'Union soviétique à rechercher une nouvelle entente avec l'Occident. Ses relations Est/Ouest apparaissent donc sous un jour nouveau et, ainsi que le Ministre allemand des affaires étrangères l'a fait remarquer, les institutions qui préservent l'unité de l'Ouest, bien qu'ayant été créées pour d'autres raisons, remplissent maintenant un rôle très important en tant que moyens d'aboutir à une réelle détente. Elles peuvent fournir le cadre où prendraient place les consultations déterminantes permettant d'atteindre cet objectif. D'autre part, tous les contacts bilatéraux capables de compléter les activités de ces institutions

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

doivent être mis à profit pour jeter les bases de relations améliorées, mais ils ne peuvent en aucune manière jouer le rôle essentiel qui revient à ces dernières. Les visites de MM. Kossyguine et Rapacki entrent dans cette catégorie, de même que le voyage de M. Brown à Moscou au mois de mai prochain et que les nombreuses consultations ministérielles prévues par le Gouvernement britannique dans les divers pays de l'Europe de l'Est. Le Conseil permanent de l'U.E.O. a déjà reçu un rapport sur la visite de M. Kossyguine et l'intention du Gouvernement britannique de négocier un traité d'amitié et de coopération pacifique avec l'Union soviétique a été évoquée à l'O.T.A.N. Le Ministre souligne que la signature de ce traité ne modifierait en rien les engagements et les obligations britanniques au sein de l'Alliance atlantique. Ce traité servirait de cadre à une coopération bilatérale. Il est donc conforme au projet de Déclaration britannique sur l'Europe que la Grande-Bretagne a déjà examiné avec ses alliés. Le Gouvernement ne manquera pas de tenir les pays membres de l'Alliance au courant des progrès de la négociation.

Les entretiens avec la délégation polonaise, conduite par M. Rapacki, se sont également déroulés dans une atmosphère très amicale. Volontairement menés sans formalité, ils n'ont donné lieu à aucun communiqué officiel. M. Rapacki a accepté de parler très ouvertement de toutes les questions, y compris celles qui font l'objet de larges divergences de vues, telles que la question de l'Allemagne. L'attitude polonaise à l'égard de l'Allemagne demeure inflexible. M. Rapacki a bien voulu reconnaître que les vues exprimées par le nouveau Gouvernement allemand sont encourageantes, mais, M. Brown insistant sur ce point, il s'est borné à ajouter que ces paroles n'ont pas été traduites en acte. Ce sujet d'entretien a été extrêmement difficile. Le Gouvernement britannique félicite néanmoins le Gouvernement allemand des progrès qu'il accomplit, malgré ces conditions très décourageantes, dans le développement de ses relations avec l'Europe orientale. Ces progrès inquiètent manifestement les Polonais, comme M. Brandt vient de le constater lui-même, puisque, comme les Allemands de l'Est, ils craignent dans une telle situation de se voir isolés. Cette obsession de l'Allemagne semble les empêcher de prendre les mesures propres à améliorer leurs relations avec Bonn. Cette attitude s'oppose, comme M. Brandt l'a remarqué, à celle de certains autres pays d'Europe orientale, notamment la Roumanie, qui n'est pas cependant le seul exemple. Ces différences d'attitude, tout en entravant les efforts

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

occidentaux pour avancer dans la voie de l'entente, sont symptomatiques de la nouvelle situation qui se fait jour en Europe orientale : les pays membres du Traité de Varsovie commencent à réfléchir à leurs propres problèmes et, dans une certaine mesure, à se sentir capables d'agir indépendamment de l'Union soviétique. C'est un facteur dont l'Occident doit tenir compte lorsqu'il lui faut définir sa ligne de conduite. Le Ministre a souligné auprès de M. Rapacki que la situation actuelle offre une excellente occasion d'améliorer les relations germano-polonaises et que le Gouvernement britannique y est très favorable. La sécurité européenne a été longuement étudiée, tant avec les représentants du Gouvernement polonais qu'avec les Russes. M. Brown a reconnu, et il espère que le Conseil en est d'accord, qu'une conférence sur la sécurité européenne serait utile, à condition d'être préparée très soigneusement. Mais sur ce qui constituerait une préparation satisfaisante, les deux interlocuteurs n'ont pas été du même avis. Aux yeux de M. Rapacki, une telle conférence devrait porter en premier lieu sur le désarmement en Europe et sur d'autres points, pour lui fondamentaux, à savoir la confirmation des frontières actuelles et une certaine reconnaissance de l'Allemagne orientale. Quant à la solution de questions importantes, telles que la réunification de l'Allemagne, M. Rapacki préférerait la remettre à plus tard. M. Brown a répondu, comme il avait répondu aux Russes, qu'une telle conférence, pour être utile, devrait porter sur les principales questions politiques et que les travaux préparatoires devraient être menés dans cet esprit. Une autre question qui a fait apparaître une nette divergence de vues est celle de la participation des Etats-Unis à une telle conférence. M. Brown a déclaré à M. Kossyguine et ensuite à M. Rapacki que la conférence ne peut avoir aucune utilité sans la participation des Etats-Unis. Les Polonais envisagent maintenant celle-ci beaucoup moins favorablement qu'auparavant, leur réserve étant peut-être due à la situation au Vietnam. Quoi qu'il en soit, ils ont refusé de s'engager. Les Russes, eux aussi, ont été pour le moins ambigus sur ce point. Toutefois, la participation des Etats-Unis demeure indispensable, et il importe que les puissances occidentales insistent sur ce fait dans leurs divers entretiens avec les deux pays intéressés. Les pourparlers relatifs à une conférence sur la sécurité européenne pourraient avoir lieu par la voie d'un réseau d'entretiens bilatéraux, et l'U.E.O.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

constitue manifestement le cadre approprié, à condition que les Gouvernements membres se maintiennent en étroite liaison et que leurs déclarations au cours des divers entretiens bilatéraux ne soient à aucun moment contradictoires, ni en conflit avec le but général.

Ce n'est peut-être pas dans l'avenir immédiat que cet aspect de la détente actuelle pourra être développé jusqu'à permettre aux pays de l'Europe occidentale et orientale de se réunir pour examiner en commun l'ensemble du problème. Moins on attendra pour l'adhésion à la C.E.E. du Royaume-Uni et des autres pays qui le suivraient et moins on tardera à atténuer, sinon à faire cesser, la division de l'Europe occidentale, plus on rapprochera le jour où l'Europe occidentale sera à même de négocier efficacement avec l'Europe orientale. Ainsi, l'Occident accroîtra-t-il sa force, sa puissance et son influence. Quel que soit le délai dans lequel on parviendra à réunir à la même table les pays de l'Est et les pays de l'Ouest de l'Europe, une chose est parfaitement claire : l'Occident a intérêt à conserver le système de sécurité qui existe depuis une vingtaine d'années et qui a déjà assuré la paix en Europe pendant une période plus longue qu'après la première guerre mondiale. Ce système, fondé à l'Ouest sur l'Alliance atlantique et sur l'U.E.O., ne constitue nullement un obstacle à la détente. Au contraire, il pourrait être la voie vers la détente et vers la fin de la division actuelle de l'Europe. Il ne faut pas oublier que c'est lui qui a créé une situation sans précédent dans l'histoire. Comme l'a déclaré récemment M. Spaak, l'Europe est aujourd'hui de tous les continents le plus calme, le plus pacifique et le plus sûr de lui. Ces paroles sont empreintes d'une grande sagesse, et s'il en est ainsi c'est pour une large part grâce au système sur lequel l'Occident a fondé sa défense.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

M. ALPHAND, après avoir remercié le Président de ses paroles de bienvenue, déclare qu'il ne se propose pas de répéter ce que ses prédécesseurs, à la tête de la délégation française au Conseil, ont déjà dit quant à l'effort continu de la France, depuis un certain nombre de mois, pour réaliser cet ensemble que le président de la République a résumé en ces trois mots de détente, d'entente et de coopération. Le général de Gaulle a fait un voyage en Union soviétique et le Ministre des affaires étrangères a visité la quasi-totalité des pays de l'Europe de l'Est. Depuis lors, le Gouvernement français a reçu un très grand nombre de visiteurs de ces pays, la dernière visite en date étant celle de M. Rapacki, du 26 au 28 janvier 1967, donc postérieurement à la venue au pouvoir du Gouvernement auquel M. Brandt appartient comme vice-chancelier. Les interlocuteurs français de M. Rapacki ont eu l'occasion de parler avec lui de cette politique de détente, d'entente et de coopération et, conformément d'ailleurs à ce qui avait été indiqué au Chancelier Kiesinger et à M. Brandt, de lui démontrer qu'il existait dans le Gouvernement allemand une tendance véritablement nouvelle, la recherche d'une nouvelle base pour la paix en Europe. Ils ont fait observer qu'il ne s'agissait pas là simplement d'intentions et de gestes, mais qu'on voyait déjà se matérialiser cette tendance avec l'établissement de relations diplomatiques avec la Roumanie et la recherche de relations avec un grand nombre d'autres pays de l'Europe de l'Est.

Comme M. Brown l'a dit à ses collègues soviétiques, le Gouvernement français a indiqué qu'il était persuadé de la volonté et de la sincérité du Gouvernement de Bonn dans la poursuite de cette politique, sans peut-être convaincre entièrement M. Rapacki. Celui-ci a estimé qu'il s'agissait seulement d'un changement de ton et non pas d'un changement de fond, et que trois grands problèmes demeuraient toujours, à savoir celui des armes nucléaires, celui des frontières et celui des relations générales du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne avec l'Allemagne de l'Est. A cet égard, M. Rapacki n'a d'ailleurs pas défini des attitudes ou demandes précises, mais a seulement fait état d'une orientation politique et peut-être économique entre le Gouvernement de Bonn et le régime de Pankow. M. Rapacki a ajouté que la Pologne n'avait aucune espèce d'hostilité à l'établissement de relations diplomatiques entre la République fédérale d'Allemagne et d'autres républiques socialistes.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**



**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

Tout cela a paru représenter un certain changement par rapport aux attitudes précédentes, et c'est pourquoi le Gouvernement allemand ne devrait pas se montrer trop déçu : il s'agit d'une affaire de longue haleine, comme M. Brandt lui-même l'a signalé à maintes reprises. Le vice-chancelier a dit que si les Soviétiques se montrent si peu encourageants à l'égard de la politique de son Gouvernement, c'est peut-être parce qu'ils souhaitent favoriser en quelque sorte une coupure entre l'Allemagne et ses voisins occidentaux. Personnellement, M. Alphand ne le croit pas. Après avoir entendu les orateurs qui l'ont précédé, il a le sentiment que tous sont d'accord pour penser que seule la politique de détente, d'entente et de coopération, si elle est menée avec cohésion, même par des voies bilatérales, peut procurer une base solide de paix dans une Europe qui serait véritablement unie. Peut-être faut-il attribuer la réaction soviétique à l'influence de M. Ulbricht et à la crainte de l'Allemagne de l'Est de voir précisément cette politique de détente réussir. En tout cas, les objectifs français et les objectifs allemands sont les mêmes en ce domaine; ils sont connus et ils rejoignent très largement, d'après ce qui vient d'être dit, les objectifs de tous les gouvernements de l'U.E.O.; ils ne sont pas éloignés non plus de ceux des Etats-Unis d'Amérique en cette matière.

Le deuxième sujet des conversations avec M. Rapacki s'est rapporté au problème de la sécurité européenne et d'une éventuelle conférence en ce domaine. Les Polonais ont manifesté un intérêt pour une telle conférence, sans d'ailleurs en souligner aucunement l'urgence. Du côté français, on a fait observer qu'elle supposerait résolus deux problèmes qui ne le sont pas : premièrement, quelle Allemagne serait invitée ? En second lieu, et M. Brown y a fait allusion, une conférence de cette nature doit-elle comporter des pays qui ne sont pas européens, quelle que soit d'ailleurs l'amitié ressentie pour eux et les engagements qu'ils ont pris sur le continent européen ?

Enfin, les conversations ont abordé le problème du Vietnam, et sur ce point une grande convergence de vues s'est manifestée entre les Gouvernements français et polonais.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

U.E.O. SECRET

CR (67) 7

PARTIE I

En conclusion de son exposé, M. Alphand estime, comme le représentant du Royaume-Uni, que la politique occidentale à l'égard de l'Est ne doit nullement conduire à un relâchement de la cohésion à l'Ouest. Il ne pense pas qu'un excès de bilatéralisme puisse aboutir à isoler l'Allemagne. Tous les gouvernements représentés au Conseil poursuivent, dans le domaine dont il s'agit, la même politique, celle qui est de nature à assurer, sur des bases stables et pour une longue période, la paix en Europe.

M. GREGOIRE, remerciant à son tour le Président pour ses aimables paroles de bienvenue, déclare avoir à coeur la cause de l'U.E.O. et se réjouit d'être associé aux délibérations du Conseil. Il voudrait revenir brièvement sur les observations que vient de présenter M. Luns. Il s'associe à la mise en garde que vient de faire son collègue, car il lui semble que l'Occident est en train de se mouvoir dans une sorte d'équivoque, dans une sorte de contradiction peut-être, et que si l'on veut réellement suivre la voie tracée par la délégation française en parlant d'une entente, d'une détente et d'une coopération, il ne faut évidemment pas considérer ces étapes comme assez éloignées l'une de l'autre, mais plutôt comme assez rapprochées; on peut même poser en même temps l'entente, la détente et la coopération, mais alors la coopération devrait se faire d'une manière un peu plus concertée. On est en effet en présence d'une prolifération d'initiatives de toute nature, qui ont pour louable objectif l'unification et la sécurité de l'Europe. Tout en saluant ces initiatives, M. Grégoire estime qu'il ne faut pas entreprendre trop à la fois, de peur de laisser échapper l'essentiel. C'est pourquoi il considère avec M. Luns qu'il y aurait quelque danger à trop miser sur les efforts de rapprochement bilatéral.

M. BRANDT désire formuler quelques observations relatives à l'initiative belge visant la convocation d'une conférence interparlementaire européenne. Le Gouvernement allemand est favorable à l'organisation d'une telle conférence, aux conditions qui ont été convenues. Il n'accepterait pas que la partie communiste de l'Allemagne ait siège et voix en une telle assemblée, puisque cela serait contraire à la politique arrêtée par la République fédérale d'Allemagne de commun accord avec ses alliés. D'autre part,

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**